



La voix de la jeunesse

## Militons pour la confiance !

Par Nizar Zehhaf

Les citoyens marocains ne mâchent plus leurs mots pour stigmatiser leurs élites, le désarroi est généralisé et plus rien ne semble convaincre de la possibilité du changement tant que les mêmes mécanismes de reproduction sociale et politique ne cessent de s'enraciner. La crise de confiance s'abat sur le champ politique qui n'est plus le domaine de prédilection des intellectuels, ni des jeunes.

L'état peine à sortir de l'impasse d'une crise profonde ne remettant pas en question un parti ou une institution mais les paradigmes qui ont sculpté la gestion de la chose publique au Maroc depuis l'indépendance. Les doléances sont aujourd'hui directement adressées à l'institution monarchique en raison de l'absence d'un corps intermédiaire convaincant.

Cet état de fait est remarquablement particulier dans la politique marocaine depuis l'indépendance. Au lendemain de cette dernière, le parti de l'Istiqlal représenté par le gouvernement el Bekkai mais surtout par ses leaders à l'instar de Allal el Fassi assurent la médiation entre le peuple et la monarchie, surtout que ce parti est issu du mouvement national et jouit d'une légitimité grandiose auprès de la masse. Or, la confrontation ardente entre les partis de la gauche et l'Istiqlal d'un côté, et les partis pro makhzen de l'autre, a créé les premières assises d'un corps politique frappé d'une maladie incurable : la pseudo-pluralité. En effet, des partis obsolètes incapables de générer de nouvelles idées, de réinventer leurs structures et créer un débat national constructif sur leur sinistrose sont aujourd'hui loin de convaincre les citoyens et notamment les jeunes de leur utilité.

Seul un pourcent de la jeunesse marocaine est membre d'un parti politique ; un chiffre lapidaire qui montre à quel point ces structures ne sont plus représentatives. Pire encore, quand ils font le choix opposé, les jeunes peinent à accéder aux postes de responsabilité au sein de leur parti politique. Même les sections de jeunesse partisane, dont le nombre se limite à 18 pour un total de 35 partis politiques, ne parviennent pas à faire entendre leur voix auprès des dirigeants politiques.

En revanche, n'est-il pas légitime de se demander objectivement est ce qu'il y'a un désintérêt de la politique ou un rejet des méthodes traditionnelles de s'y intéresser ? Ce qu'on appelle communément « rejet de la politique », n'est-il pas finalement qu'une manière de jeter le discrédit sur des dirigeants aussi vieux et inefficaces que les partis dont ils sont issus ? N'est-il pas un cri d'indignation et de colère contre une reproduction sociale qui mène aux mêmes discours et aux mêmes pratiques ?

Le fait saillant de ce siècle est la digitalisation de l'espace public. Si Hannah Arendt considère dans la Condition de l'homme moderne, que la pluralité et la parole sont des conditions inéluctables pour la vie politique et la démocratie en particulier, il n'en demeure pas moins que la parole s'est tellement libérée aujourd'hui qu'elle n'a plus besoin d'être approuvée pour qu'elle soit proférée et pour qu'elle ait un effet. Les réseaux sociaux ont donné à tout un chacun la possibilité de s'exprimer et de faire la politique à sa manière. C'est exactement le cas au Maroc où l'absence du corps intermédiaire a donné libre cours à une expression de désarroi qui ne répond à aucune règle. Cette absence reflète d'ailleurs, le déphasage entre le rôle duquel doit s'emparer le corps intermédiaire à savoir « un médiateur privilégié entre les particuliers et la nation, les citoyens et l'État », et les méthodes actuelles. En conséquence, la crise de confiance revient d'abord à penser aux évolutions de la société, ses métamorphoses dans leur dimension globale. Sinon la crise de confiance ne sera que le début d'une crise généralisée dont les victimes sont entre autres : les citoyens, les partis et hélas ! la démocratie !